

Les actes des 16èmes Controverses de Marciac (2010)
La Méditerranée au cœur de l'Europe :
sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords.

Dans le cadre des 16èmes Controverses de Marciac (Gers), qui se déroulaient les 30, 31 juillet et 1^{er} août 2010, la première journée fut consacrée à faire la part du mythe méditerranéen et du réel des clivages. Dans cet esprit, l'ancien ministre Hervé Gaymard¹, qui a notamment publié en 2007 « Un nouvel Usage du Monde » (Ed. Mille et une nuits), ouvrage dans lequel il prône une France plus active dans les pays émergents, était convié à porter un regard panoramique sur l'Europe, la Méditerranée et le Monde. Un point de vue sans concession ni faux-semblants.

« Nous nous débrouillons très mal avec l'écheveau de nos mémoires »

Par Hervé Gaymard

Sur le thème qui nous invite à penser ensemble, je souhaite insister sur l'image du « miroir inversé ». L'un de nos graves défauts – nous autres Français et Européens - consiste en effet à ne jamais nous mettre à la place des autres : nous considérons que l'histoire et la géographie sont naturellement occidentalo-centrés. C'est l'une des raisons profondes qui font que nous avons beaucoup de mal à penser et à agir dans le monde tel qu'il est.

Afin de contribuer à lancer le débat de cet après-midi, je m'en tiendrai à trois jalons, trois modestes contributions à notre construction collective : nous parlons de la Méditerranée, mais est-ce vraiment là que les choses se passent dans le monde d'aujourd'hui ? La Méditerranée en soi existe-t-elle dans le monde d'aujourd'hui et ce qu'il s'y passe dépend-il seulement des méditerranéens des deux rives ? Enfin, les relations entre l'Europe et la Méditerranée existent-elles et peuvent-elles exister sachant que nous éludons des questions majeures ?

¹ Député depuis 1993, élu Président du Conseil Général de la Savoie de septembre 1999 à juin 2002, il occupe ce poste depuis mars 2008.

Il a occupé le poste de Secrétaire d'Etat aux Finances en 1995 puis celui de Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Sécurité Sociale de 1995 à 1997 avant d'être, successivement, ministre de l'Agriculture de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, puis ministre de l'Economie et des Finances, de novembre de 2002 à 2005.

Une mission sur les pays émergents lui a été confiée en 2005 par le Premier ministre.

En janvier 2010, il a été nommé Président de l'Office National des Forêts.

La Méditerranée et l'Europe, des « faubourgs » de l'histoire ?

Je sais bien qu'il convient de se méfier des modes en matière de géopolitique et d'histoire économique. Mais il est tout de même extrêmement intéressant de relever le décalage des regards qui s'opère depuis une quinzaine d'années entre l'Orient et l'Occident. Edgard Morin a publié il y a une trentaine d'années un livre dont le bandeau indiquait : « L'Occident est un accident² ». Une formule assez représentative de la manière dont nous revisitons l'histoire économique et humaine du Monde ces dernières décennies.

J'en prendrai pour exemple le livre de l'historien Kenneth Pomeranz, qui vient d'être traduit en français : *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*. Il s'agit d'une histoire comparée de l'Angleterre au début de la révolution industrielle et de la Chine de la fin du XVIII^{ème} siècle. Cette dernière représentait alors environ 40% du PIB mondial. Aussi l'auteur s'interroge-t-il sur les raisons de son éclipse ultérieure en matière de puissance économique.

Le poète et diplomate mexicain Octavio Paz parlait des « Faubourgs de l'Histoire » à propos des pays du Tiers Monde. Aujourd'hui, ces faubourgs ne sont-ils pas plutôt du côté de l'Europe et d'une partie de l'espace Méditerranéen ? Quand on regarde les projections de puissance des pays émergents et quand on considère l'incapacité congénitale de l'Europe à se vouloir puissance, à s'organiser en conséquence et à briser les ambiguïtés qui la fondent, on peut se demander si c'est vraiment en Méditerranée que les choses vont se passer dans les décennies qui viennent et si l'Europe s'intéresse réellement à cette question.

Je souhaite que ce ne soit pas le cas. Mais il faut se poser cette question. C'est bien parce que nous l'aurons formulée que les Méditerranéens des deux rives pourront, et auront le devoir de surmonter leurs *a priori*, leurs pesanteurs sociologiques et culturelles, pour bâtir un nouveau projet pour la Méditerranée.

Question d'Orient, question d'Occident.

La Méditerranée est-elle seulement le sujet des Méditerranéens des deux rives ? La réponse est évidemment non ! Car dans toutes les problématiques euro-méditerranéennes, y compris l'Union Pour la Méditerranée, il y a une pierre d'achoppement majeure, un sujet qui verrouille l'avenir : la question israélo-palestinienne, dont la solution dépend en grande partie de l'outre-Atlantique.

Henri Laurens, qui nous fait l'honneur d'être parmi nous, dit souvent que, contrairement à l'opinion commune, l'irruption des Etats-Unis dans la Méditerranée n'est pas récente. Elle remonte à la fin du XVIII^{ème} siècle, lorsque la marine américaine était obligée de faire la police contre les « barbaresques », car la flotte de commerce, après la déclaration d'indépendance, n'était évidemment plus protégée par la marine britannique.

L'historien A.J Toynbee, en 1923, avait affirmé que la question d'Orient était d'abord une question d'Occident. On prête également cette formule à l'islamologue Louis Massignon. Une proposition qui me semble assez juste, et qui peut l'être également dans sa réciproque. Elle entre en résonance pour chacune de nos opinions publiques, notamment en France, où la question de la paix au Proche-Orient est fondamentale.

Par ailleurs, les tâtonnements qui ont précédé la mise en place de l'Union pour la Méditerranée ont fait clairement apparaître les divergences de vues de certains pays, comme

l'Allemagne, par rapport au projet français initial. En grossissant un peu le trait, résumons leur position quelque peu ambiguë : « Pas question que les Français s'occupent tout seuls de ce projet. Nous voulons nous aussi en être, mais sans y être totalement ... »

Curieusement, il se pourrait même que nous assistions là à une régression. Car quand l'Europe était plus resserrée, dans les années 70 et 80, avec une Communauté économique « assez intégrée » et une cohésion politique dans le cadre de la Déclaration de Copenhague sur l'identité européenne³, elle se permettait des prises de position fortes, notamment sur le conflit israélo-palestinien. La « Déclaration de Venise⁴ », en 1980, en est un excellent exemple, que l'on soit d'accord ou pas avec son contenu.

Divergence de vues

Aujourd'hui, alors même que nos politiques sont plus intégrées – là, c'est aussi en ancien praticien des négociations européennes et au sein de l'OMC que je parle- je vois bien que les Etats membres de l'Union européenne entretiennent des rapports à l'espace méditerranéen très différents les uns des autres.

Ainsi, pour les Britanniques, cela ne constitue pas un sujet de préoccupation majeure, bien qu'ils aient historiquement régné par leurs points d'appui sur la Méditerranée, tels que Gibraltar, Minorque, Malte, Corfou, Chypre ou encore Alexandrie, et qu'ils y aient instauré une sorte de *pax britannica* pendant plusieurs décennies.

Pour nos amis allemands, le Sud commençant au sud de la Bavière, il se situe en Europe, bien « au-dessus » de la Méditerranée...

L'Italie entretient, elle, une relation compliquée : elle est évidemment méditerranéenne, elle entretient des liens historiques avec la Tunisie et elle a nourri un rêve impérial avec la Lybie juste avant la première guerre mondiale. Mais elle regarde au moins autant du côté de Washington que vers ses rivages du sud.

Quant à l'Espagne, même si elle souhaite garder les enclaves de Ceuta et Melilla, et malgré sa proximité avec le Maghreb – Oran n'a-t-elle pas été une ville espagnole ? – elle se tourne désormais beaucoup plus vers l'Amérique Latine...

Du point de vue de l'Union Européenne, il y a donc là une relation extrêmement complexe à l'espace méditerranéen.

Méditerranée, Algérie : un mot pour un autre...

Qu'en est-il de la France ? Je suis entièrement d'accord avec Michel Foucher : on y parle bien souvent de Méditerranée pour éviter de parler de l'Algérie. Et pour reprendre l'abécédaire de M. Foucher, au regard des fondamentaux de la politique extérieure française, à la lettre A, j'inscrirai l'Allemagne, l'Algérie et l'Afrique qui, toutes trois, figurent en bonne place dans nos représentations mentales.

³ Réunis à Copenhague le 14 décembre 1973, les chefs d'Etat ou de Gouvernement des 9 Etats membres ont souhaité notamment définir l'identité européenne pour mieux définir les relations de l'Europe avec les Etats du reste du Monde. Dans leur Déclaration, ils réaffirment également leur intention de transformer leurs relations en une Union européenne.

⁴ Les 12 et 13 juin 1980, le conseil européen des 9 Etats membres, dans la déclaration de Venise, exprime son attachement au dialogue euro-arabe et, se fondant sur les résolutions du conseil de sécurité des Nations Unies, reconnaît au peuple palestinien le droit à l'autodétermination, indique la nécessaire participation de l'OLP au processus de négociation, et demande à Israël de mettre fin à l'occupation territoriale.

Nous refusons de regarder en face la question algérienne qui, en réalité, connaît deux facettes. La première concerne les relations d'Etat à Etat entre la France et l'Algérie. Et il y aurait beaucoup à dire, là aussi, sur les formes de schizophrénie que connaît chacune des deux rives. Si on reste dans le « théâtre français », si je puis dire, la seconde facette concerne nos mémoires algériennes. J'en dénombre au moins cinq différentes : celle des Français d'Algérie rapatriés ; celle des harkis ; celle des Français d'origine algérienne non harkis. Il y a également la mémoire des appelés du contingent. Et la mémoire des officiers et sous-officiers d'active, anciens d'Algérie, qui n'est pas toujours la même que celle des appelés.

Or nous nous débouillons très mal avec l'écheveau de toutes ces mémoires, vivantes et sensibles, que nous refusons d'identifier clairement. Parler en France de « la question méditerranéenne », c'est donc d'abord masquer une « question algérienne »...

En septembre 2009, j'ai été le rapporteur des travaux de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée Nationale au sujet de la convention de partenariat entre la France et l'Algérie⁵ l'accord de coopération France-Algérie, qui d'ailleurs n'a pas été très médiatisé. A cette occasion, j'ai été sidéré par le nombre de mails que j'ai reçu en provenance des deux rives : autant de mails issus d'une nuée de mémoires parallèles.

Handicap psychologique

Dix-huit ans après 1945, à l'issue de trois guerres qui ont provoqué des millions de morts de part et d'autre du Rhin, le Traité de l'Elysée⁶ scellait la réconciliation franco-allemande. Un résultat incroyable si on prend un peu de recul.

Il y aura bientôt cinquante ans que la guerre d'Algérie a pris fin avec les accords d'Evian.... Certes, il s'agit là d'un contexte de guerre coloniale qui n'est pas comparable aux conflits européens, mais on voit bien que cela « ne passe pas ». Il y a un handicap psychologique fondamental de part et d'autre de la Méditerranée. Or tant que cette question là ne sera pas résolue, nous ne parviendrons pas à construire un avenir partagé.

Dialogue, coopération... Tout cela, c'est très bien, mais ce sont des mots qui servent souvent de « prétexte » pour ne pas regarder les vrais problèmes politiques qui se posent.

Les histoires personnelles sont importantes sur un tel sujet. Il se trouve que de près comme de loin, je n'ai aucun lien avec l'Algérie. Mon père n'a même pas fait cette guerre car il était trop vieux. Mais, passionné par le monde dans lequel nous vivons, ayant vécu trois années de ma vie au Moyen-Orient, aimant les pays du Maghreb, j'ai toujours eu la conviction qu'un homme politique responsable ne peut plus faire l'impasse sur ces questions. Il y a là une des causes du malaise français, qui nous empêche de nous projeter dans l'avenir, tel l'albatros de Baudelaire.

⁵ Rapport de Hervé Gaymard, fait au nom de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention de partenariat entre les deux pays. Rapport °1986, déposé le 21 octobre 2009.

⁶ Pour en savoir plus sur ce traité de coopération: <http://www.france-allemande.fr/Traite-de-l-Elysee-22-janvier-1963.029.html>

